



Déclaration préalable FSU CDEN du 6 février 2018.

On nous annonçait un nouveau monde rompant totalement avec l'ancien... On a plutôt l'impression que la marche en avant nous ramène dans le passé, aux plus belles heures de l'ère Sarkozy quand les postes de fonctionnaires, et tout particulièrement ceux de l'Éducation nationale subissaient une véritable hécatombe. Sous Macron comme sous Sarkozy fonctionnaire rime avec bouc-émissaire.

Restructuration des collectivités locales, éloignement des centres de décisions, recul de la démocratie, développement des inégalités, territoires à l'abandon...

Loin de combattre la désertification des zones rurales les politiques à l'œuvre l'encouragent, l'alimentent. Comment redynamiser un territoire en le vidant des services de proximité. Tous les départements ruraux vivent la même chose, fermeture des services publics les uns après les autres : CAF, Poste, impôts, gare, disparation des médecins, recul des transports...

En matière de service publics, le projet gouvernemental intitulé action publique 2022 porte en lui les germes d'un projet de société où l'individualisme et le chacun pour soi l'emporte sur la solidarité et le partage. Derrière la remise en cause du statut c'est l'intégrité des agents des agents de la fonction publique qui est remise en cause. Ils seront alors soumis à toutes les pressions possibles. Sous couvert de modernisation ce qui se prépare c'est plus de transfert aux collectivités locales ou vers le secteur privé, suppression et privatisation de certaines missions. L'austérité budgétaire se poursuit, s'aggrave.

Derrière le nombre de suppression de postes de fonctionnaires, il y a des services, des usagers, des territoires.

Des exemples, il suffit de se baisser pour les ramasser. Bobigny en Seine Saint Denis, Fabienne Klein Donati, procureure de la République, que l'on ne peut soupçonner d'être une agitatrice gauchisante, déclare qu'il manque une bonne quarantaine de personnes pour que la justice fonctionne dans son seul tribunal, grève des gardiens de prisons, grève dans les EPHADS dans une société où la poste vend (très cher) du temps et de l'empathie pour les personnes âgées...

Le résultat de ces politiques comptables ce sont aussi des burnout. Infirmières, enseignants, gardiens de prisons, policiers, juges épongent, s'épuisent à faire fonctionner un système déliquéscent au prix de leur santé. Un système qui réduit l'humain, les relations humaines à des coûts. C'est sur le terreau de cette société déshumanisée que se développent les frustrations, la défiance, la violence. Société où l'on se bat dans les supermarchés pour un pot de Nutella en promotion. Un pot de Nutella à cinq euros. Cinq euros c'est le montant de la réduction des APL. Société où des parents d'élèves défilent avec leurs enfants sous des banderoles pour avoir la peau d'une enseignante. Société où les victimes deviennent des coupables à surveiller et à punir. C'est le sort fait aux chômeurs, aux migrants ... La misère, la détresse, l'aspiration à une vie meilleure : un crime ?

Le sort réservé aux migrants est éclairant. Nous nous contenterons de citer les propos de Didier Fassin sociologue anthropologue qui démontre que même si les Occidentaux affirment que toutes les existences sont sacrées, ils n'accordent pas la même valeur à chacune, comme le montre notamment le traitement infligé aux migrants. Ou comme l'aurait dit Coluche on est tous égaux mais certains sont plus égaux que d'autres.

Cette société là on n'en veut pas.

Dans l'éducation, au gré des annonces ministérielles commence à se dessiner l'école primaire dont Robien, Darcos et Chatel ont rêvé et que les enseignant-es et parents d'élèves avaient fermement combattue en leur temps. La mise en place au pas de charge des « CP à 12 » en REP+ masque aux yeux de l'opinion la désorganisation des écoles qu'elle a provoquée. Les dédoublements de CP et CE1 à la rentrée 2018 se font sans les créations de postes nécessaires et donc au détriment des classes ordinaires. Les opérations de com autour du retour aux fondamentaux, du b-a ba, de la dictée quotidienne, de la rentrée en chantant... flattent l'opinion, surtout la plus réactionnaire, alors que le projet éducatif et politique auquel elles renvoient n'est jamais dévoilé : de la maternelle à l'université, c'est celui d'une école au rabais pour les élèves des milieux populaires et une création au long cours d'une aristocratie scolaire. C'est toute l'ambition d'une véritable démocratisation du système scolaire qui est abandonné.

Du côté du secondaire, le rapport Mathiot propose un bac restreint à 5 épreuves terminales nationales, le reste passant en contrôle continu ou en cours de formation. Cette refonte a comme objectif essentiel de faire sauter un verrou : un examen terminal national qui cadre fortement l'organisation du lycée et des contenus enseignés. Un bac croupion c'est la possibilité d'introduire du modulaire au lycée, véritable objectif de la manœuvre. On perçoit l'usine à gaz que va représenter cette organisation modulaire, et l'affaiblissement du niveau général de formation qui va en résulter, du fait de la baisse des heures disciplinaires, et du fait de l'impossible progressivité des apprentissages dans les enseignements à la carte.

Cette réforme a un caractère idéologique évident : l'individualisation des parcours, le chacun.e responsable de son orientation, de sa réussite, de son employabilité, sommé.e de faire les « bons » choix. Pour en comprendre la portée, il faut la relier à la mise en place de la sélection à l'université d'une part, et à l'école des compétences de l'autre.

Individualisation des parcours et des apprentissages. Resserrement sur les fondamentaux. Externalisation du traitement de la difficulté scolaire. Renforcement des dispositifs de territorialisation du système éducatif avec les conventions rurales. Logique d'autonomie de gestion et de pilotage par l'évaluation des établissements. Réduction du pouvoir d'agir des enseignants, réduction des postes administratifs alors qu'ils sont essentiels au bon fonctionnement du service public d'Education. Tels sont les fondamentaux du projet pour l'école du gouvernement, qu'il décline à chaque étage.

La FSU porte au contraire l'exigence d'une école démocratique et émancipatrice. Savoirs pour toutes et tous, apprentissages collectifs, renforcement de la professionnalité enseignante, moyens suffisants, formation de qualité pour tous, non sélection sont les leviers de cette école. Face à ce que le gouvernement entend mener, voici ce que nous continuerons de défendre. C'est ce que font ce jour même nos collègues en grève dans le second degré.